

SG/II/GC

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-deux le neuf mars, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. PUJOL, Mme BENET, M. COMBES, Mme PAILHIEZ, M. VIVES, M. LARRIGOLE, M. LAVAUD, Mme. DANRE, Mme. FERRET, M. GARCIA, Mme. SANTINI, Mme JULIAN, Mme BARRAU-FERRET, M. JULIAN, Mme. FITO, M. FUMET, M. NOLOT, M. PENAVAIRE, M. DENARD, Mme FABRESSE-ROCA,
Absence de Mme Chrystel DA CONCEICAO.

Ont donné mandat :

M. Laurent ROUGE à M. Jean-Paul PUJOL, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à Mme. Dominique JOLIS – PAILHIEZ, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BENET,
Mme. Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, Mme Sophie BIRKENER à M. Bernard FUMET, Mme COURRIERE-CALMON à Mme Catherine FABRESSE-ROCA, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA,

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 21

Nombre de procurations : 11

Nombre de votants : 32

Date de la convocation : 2 mars 2022

Date de l'affichage par extrait : 15 mars 2022

Secrétaire de séance : M. Guy VIVES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20220309-2022-030-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/03/2022

Affichage : 16/03/2022

Pour le Maire empêché, Le
premier-adjoint, Jean-Paul PUJOL



OBJET : LIGNE AERIENNE RTE DE CAPENDU A LEZIGNAN. CONVENTION DE SERVITUDE.

RAPPORTEUR : GUY VIVES

Afin de renforcer son réseau de transport d'énergie, RTE envisage la construction d'une ligne aérienne de 63 kV entre Capendu et Lézignan-Corbières, via Crozes et Escales.

Cette entreprise a donc besoin de conclure avec la commune de Lézignan-Corbières une convention de servitude afin :

1°) d'établir à demeure deux supports pour conducteurs aériens d'électricité dont les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement de 5,04 mètres de long sur 5,04 mètres de large pour le premier et de 5,40 mètres de long sur 5,40 mètres de large pour le second

2°) de faire passer les conducteurs aériens et liaison de télé-information lié à l'exploitation de l'ouvrage électrique au-dessus de parcelles appartenant à la commune de Lézignan-Corbières sur une longueur totale d'environ 588 mètres se décomposant ainsi : 132 mètres du pylône 83 au pylône 84, 248 mètres du pylône 84 au pylône 85, 201 mètres du pylône 84 au pylône 85 et 7 mètres du pylône 85 au pylône 86

3°) de permettre à RTE de couper les arbres et les branches qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens d'électricité, pourraient gêner leur pose ou, par leur mouvement, risqueraient d'entraîner des courts circuits ou des avaries aux ouvrages.

Les parcelles communales concernées sont les suivantes :

- WA27 : implantation d'un support et surplomb.
- WA20 : implantation d'un support et surplomb.

Il y a donc lieu d'approuver la convention de servitude en question.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**Sur la proposition de son rapporteur,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

DECIDE :

- **d'approuver** la convention de servitude en question.
- **d'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS

Le Maire
Gérard FORCADA





CONVENTION DE SERVITUDES

Commune : Lézignan-Corbières (11203)

Département : Aude

Ouvrage Rte : LIGNE AERIENNE 63 kV CAPENDU - CROZES - ESCALES - LEZIGNAN

Référence Rte : Aa16LA 2021-7138

Entre les soussignés :

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 444.619.258, dont le siège social est situé Immeuble Window - 7C, place du Dôme - 92073 Paris La Défense Cedex

représentée par Christophe BERASSEN; en sa qualité de - Centre Développement Ingénierie Marseille - dûment habilité[e] à cet effet, faisant élection de domicile au , 46, avenue Elsa Triolet 13008 MARSEILLE ;

Ci-après désignée par l'appellation « **RTE** »,

d'une part,

et

COMMUNE DE LEZIGNAN-CORBIERES Crs de La Republique 11200 Lézignan-Corbières

Agissant en qualité de propriétaire désigné ci-après par l'appellation "le propriétaire";
d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que les parcelles ci-après désignées (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartiennent.

Nature de l'Emprise	Ossature concernée	Code Insee	Section	Numéros Parcelles	Nature des Cultures
Support	PYLONE 84	11203	WA	0027	Pacages/terres incultes/landes/rochers
Surplomb	DU PYLONE 83 AU PYLONE 84	11203	WA	0027	Pacages/terres incultes/landes/rochers
Surplomb	DU PYLONE 84 AU PYLONE 85	11203	WA	0027	Pacages/terres incultes/landes/rochers
Support	PYLONE 85	11203	WA	0020	CHEMIN
Surplomb	DU PYLONE 85 AU PYLONE 86	11203	WA	0020	CHEMIN
Surplomb	DU PYLONE 84 AU PYLONE 85	11203	WA	0020	CHEMIN

Le propriétaire déclare en outre, conformément à l'article R. 323-8 du code de l'énergie, que les parcelles ci-dessus désignées sont actuellement(1) :

- exploitées par lui-même (2) ;

ou

~~exploitées par~~

qui sera indemnisé directement par RTE en vertu dudit décret s'il l'exploite celles-ci lors de la construction de la ligne. Si à cette date, ce dernier a abandonné leur exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

ou

- non exploitées.

Les Parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de transport et de distribution d'électricité par les articles L. 323-4 et suivants et R. 323-1 et suivants du code de l'énergie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole, RTE et ENEDIS et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er} - Après avoir pris connaissance du tracé de la **LIGNE AERIENNE 63 kV CAPENDU - CROZES - ESCALES - LEZIGNAN** sur les parcelles ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à RTE les droits suivants :

- 1° Etablir à demeure **DEUX** supports pour conducteurs aériens d'électricité, dont les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement de :

Quantité	Longueur	Largeur	Unité	Supports	Tranche d'indemnisation
1,00	5,04	5,04	m	PYLONE 84	25 m2 à 35 m2
1,00	5,40	5,40	m	PYLONE 85	25 m2 à 35 m2

- 2° Faire passer les conducteurs aériens, et liaison de télé-information liée à l'exploitation de l'ouvrage électrique, au-dessus des dites parcelles sur une longueur totale d'environ 588 mètres EXISTANT, se décomposant en :

Quantité	Unité	Description/Portée
132,00	m	DU PYLONE 83 AU PYLONE 84
248,00	m	DU PYLONE 84 AU PYLONE 85
201,00	m	DU PYLONE 84 AU PYLONE 85
7,00	m	DU PYLONE 85 AU PYLONE 86

- 3° Couper les arbres et branches qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages ;

Par voie de conséquence, RTE pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par elle, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Avertissement en sera donné aux intéressés par voie d'affichage en mairie et/ou d'avis publié dans la presse, et sauf cas d'urgence, préalablement aux travaux.

1 Dans le cas de plusieurs exploitants, préciser les noms et les adresses de chacun d'eux.

2 Dans le cas où le propriétaire exploite seulement une partie des parcelles désignées, préciser « exploitées par lui-même en partie ».

Article 2 - RTE versera au propriétaire (3) qui accepte, préalablement à la réalisation des travaux de la ligne électrique, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice des droits reconnus à l'article 1^{er}, une indemnité de **32,00 € - TRENTE-DEUX EUROS**,

se décomposant de la façon suivante :

- implantation des supports : 32,00 euros;
- surplomb : **NEANT** euros ;
- coupe et abattages d'arbres : **NEANT** euros au titre de l'article 1^{er} 3^o selon décompte joint ;

Toute nouvelle plantation réalisée par le propriétaire postérieurement à la signature de la présente convention sur les surfaces indiquées sur le décompte joint ne saurait faire l'objet d'une nouvelle indemnisation de la part de RTE en cas de nécessité de coupe ou d'abattage au regard des distances de sécurité par rapport aux ouvrages de RTE.

Toutefois, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres dont l'indemnisation est assurée en vertu du présent article) feront l'objet d'une indemnité supplémentaire versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant agricole et fixée à l'amiable suivant les modalités du protocole signé entre la profession agricole et RTE en vigueur à la date des dommages, ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Article 3 - Si le propriétaire se propose soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à RTE par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments permettant d'établir de façon certaine et définitive la faisabilité administrative et juridique des travaux en cause (certificat d'urbanisme, permis de construire...).

Si les ouvrages établis sur les parcelles ne doivent pas se trouver à une distance réglementaire de la construction projetée, RTE sera tenu de les modifier ou de les déplacer. Cette modification ou ce déplacement aura lieu à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de son projet.

Si RTE est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée en application du 1^{er} alinéa de l'article 2 ci-dessus. En outre, si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés RTE sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

En outre, en cas de travaux particuliers du propriétaire, à l'intérieur du plan de zonage des ouvrages électriques déposé par RTE sur le portail Internet du « Guichet Unique » (4), le propriétaire devra remplir une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément à la réglementation en vigueur.

3 L'exploitant agricole sera indemnisé séparément sous forme de PPI (Paiements Périodiques des Indemnités) en principe tous les 9 ans ou en fonction de la date d'échéance du bail si sa durée est inférieure à 9 ans.

4 www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr

Article 4 - Le propriétaire ou, le cas échéant, tout exploitant agricole sera dégagé de toute responsabilité à l'égard de RTE pour les dommages qui viendraient à être causés de son fait à la ligne faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant de l'utilisation d'un véhicule à moteur ou d'un acte de malveillance.

En outre, si l'atteinte portée à la ligne résulte d'une cause autre que l'utilisation d'un véhicule à moteur ou d'un acte de malveillance et si des dommages sont ainsi causés à des tiers, RTE garantit le propriétaire ou, éventuellement, tout autre exploitant agricole contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par ces tiers.

Article 5 - En vertu de l'article 1^{er} du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu aux articles L. 323-4 et suivants du code de l'énergie.

Par voie de conséquence, Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété.

Article 6 - Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation des parcelles.

Article 7 - La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de la ligne dont il est question à l'article 1^{er} ou de toute autre ligne qui pourrait lui être substituée sur l'emprise de la ligne existante.

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application des dispositions de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement de la formalité de l'enregistrement.

Au cas où la ligne citée à l'article 1^{er} ne serait pas réalisée, la présente convention sera nulle et non avenue et le propriétaire restituera à RTE l'indemnité perçue.

Fait à, le.....
en quatre exemplaires, (signatures
précédées du nom et de la mention
manuscrite « lu et approuvé »)

FICHE d'IDENTIFICATION

LETTRE REPONSE A NOUS RETOURNER

63 KV CAPENDU – CROZES – ESCALES - LEZIGNAN

Nom du PROPRIETAIRE :

COMMUNE DE LEZIGNAN-CORBIERES Crs de La République – Hôtel de Ville 11200 Lézignan-Corbières

Désignation de(s) parcelle(s)				Parcelle(s) exploitée(s) par (Nom, adresse, téléphone) :	Domaine public	Domaine privé
COMMUNE	Sections	N°	Lieu dît			
LEZIGNAN-CORBIERES	WA	27	CRABIT	<input type="checkbox"/> Parcelle(s) non exploitée(s)		
	WA	20	SAINT – JAMES - OUES	<input type="checkbox"/> Moi-même		
				<input type="checkbox"/> Tierce personne : (coordonnées) :		

Je déclare en outre :

☐ être seul propriétaire de cette/ces parcelle(s)

☐ être propriétaire en indivision avec (Nom(s), prénom(s), adresse(s) et téléphone) :

☐ ne plus être propriétaire – Merci de bien vouloir nous préciser, les noms, adresse du nouveau propriétaire ou, le cas échéant, le nom du Notaire chargé de la vente ou la succession.

Pour un rendez-vous éventuel N° TELEPHONE : _____

SIGNATURE du PROPRIETAIRE

D.20. Numéro de dossier :(2)